

# **Bureau du vérificateur général du Canada**

## **2022-2023**

Plan ministériel

Original signé par

---

Karen Hogan, FCPA, FCA  
Vérificatrice générale du Canada

Original signé par

---

L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée  
Ministre des Finances

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la vérificatrice générale du Canada, 2022

N° de catalogue FA1-24F-PDF  
ISSN 2371-767X

## Table des matières

Message de la vérificatrice générale du Canada .....	1
Notre responsabilité essentielle : résultats et ressources prévus .....	3
L'audit législatif .....	3
Faits saillants de la planification.....	3
Résultats prévus .....	6
Dépenses et ressources humaines prévues .....	9
Dépenses prévues .....	9
Ressources humaines prévues .....	10
Budget des dépenses par crédit voté .....	10
État des résultats condensé prospectif .....	10
Renseignements ministériels .....	15
Profil organisationnel .....	15
Raison d'être, mandat et rôle : Composition et responsabilités.....	15
Contexte opérationnel.....	15
Cadre de présentation de rapports .....	15
Renseignements connexes sur le répertoire des programmes .....	17
Tableaux de renseignements supplémentaires .....	17
Dépenses fiscales fédérales .....	17
Rapports prévus pour 2022-2023 .....	17
Coordonnées de l'organisation.....	18
Annexe : Définitions .....	19
Notes en fin d'ouvrage .....	23



## Message de la vérificatrice générale du Canada

Je suis heureuse de présenter le Plan ministériel du Bureau du vérificateur général du Canada de 2022-2023. Ce rapport présente les plans du Bureau, ses priorités et les résultats attendus pour le prochain exercice.

Malgré les difficultés persistantes découlant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la complexité additionnelle d'un conflit de travail au sein de l'organisation, le Bureau est resté agile et s'est concentré sur la présentation d'audits qui fournissent de l'information objective, pertinente et porteuse de valeur pour nos parties prenantes (le Parlement, la population canadienne et les entités que nous auditons). Le conflit de travail qui persiste au sein de notre organisation aura une incidence sur les échéances de présentation de nos produits d'audit et sur nos progrès à l'égard des grandes initiatives du Bureau.



Karen Hogan, FCPA, FCA  
Vérificatrice générale  
du Canada

Au cours de l'exercice 2022-2023, le Bureau s'attend à remplir son mandat législatif en présentant des rapports sur 88 audits d'états financiers, 25 audits de performance et 4 examens spéciaux.

L'un de nos objectifs pour le prochain exercice consiste à tirer parti au maximum des possibilités de mobilisation et à établir une plus grande collaboration avec nos principales parties prenantes afin de contribuer à une meilleure gestion des programmes gouvernementaux et à une responsabilisation continue devant le Parlement. Le Bureau prend en compte les besoins exprimés par ses parties prenantes lorsqu'il choisit les domaines à auditer afin de formuler des constatations à valeur ajoutée et des recommandations pertinentes et actuelles. Nous comprenons aussi que les organisations fédérales continuent de s'affairer à assurer des services à la population canadienne pendant la pandémie.

L'objectif 16 des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) vise le renforcement des institutions publiques; et nous faisons notre part pour atteindre cet objectif de manière significative. Nous contribuons à l'avancement des autres objectifs en les intégrant à nos travaux d'audit et à nos rapports. Nos propres engagements envers la réalisation des objectifs sont présentés dans la Stratégie de développement durable du Bureau du vérificateur général du Canada — 2020-2023.

La diversité et l'inclusion sont aussi une priorité du Bureau. Nous avons intégré des notions liées à l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS plus) dans nos travaux d'audit. L'inclusion des ODD et de l'ACS plus dans nos travaux est soutenue par des méthodes d'audit améliorées ainsi qu'une sensibilisation et des connaissances accrues des objectifs au sein de notre personnel d'audit.

Nous procédons à une transformation numérique pour insuffler au Bureau un état d'esprit réceptif et adaptable au changement grâce à l'utilisation de données et de solutions numériques. Grâce à notre approche de planification organisationnelle intégrée, nos ressources disponibles seront alignées et optimisées pour répondre rapidement aux besoins des parties prenantes dans le cadre de notre mission.

Notre succès dépend des personnes qui travaillent ensemble au sein de l'organisation pour que nos efforts comptent, que ce soit dans des circonstances normales ou lorsqu'elles sont confrontées à des défis. Nous nous concentrons sur les nouvelles compétences dont notre main-d'œuvre a besoin dans un environnement de travail flexible. Alors que notre personnel travaille principalement hors site à l'heure actuelle, nous profitons de l'occasion pour moderniser nos bureaux. Ainsi, nos employées et employés disposeront d'un milieu de travail sécuritaire et des outils appropriés pour collaborer efficacement avec leurs collègues et fournir des résultats à valeur ajoutée.

En ces temps d'incertitude, le personnel du Bureau a fait preuve et continue de faire preuve d'une grande résilience, de bienveillance les uns envers les autres et d'un dévouement à l'excellence. Tous les employés et employées de l'organisation restent concentrés sur l'atteinte des résultats promis dans ce plan. Ensemble, nous présentons des informations que les organismes gouvernementaux peuvent utiliser pour améliorer leur travail quotidien et que les parlementaires et les membres des assemblées législatives du Nord peuvent utiliser pour influencer des changements significatifs pour la population canadienne.

Original signé par

Karen Hogan, FCPA, FCA  
Vérificatrice générale du Canada

Le 4 février 2022

# Notre responsabilité essentielle : résultats et ressources prévus

Cette section contient des renseignements sur les ressources et les résultats prévus du Bureau du vérificateur général du Canada (le Bureau) pour sa responsabilité essentielle.

## L'audit législatif

Nos rapports d'audit fournissent de l'information objective et factuelle et des conseils experts sur les programmes et les activités du gouvernement fédéral. Nos audits aident le Parlement dans ses travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement. Nos rapports d'audit sont aussi utilisés par les assemblées législatives des territoires, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit pour les aider à surveiller la gestion des activités du gouvernement et les tenir responsables de la gestion des fonds publics. Les audits d'états financiers visent à vérifier si les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Canada, des sociétés d'État et d'autres entités, conformément aux normes comptables applicables. Les audits de performance visent à vérifier si les organisations gouvernementales gèrent leurs activités dans un souci d'économie, d'efficacité et de protection de l'environnement, et si des mesures sont en place pour évaluer leur efficacité. Les examens spéciaux visent à vérifier si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés, que sa gestion des ressources est économique et efficace, et que le déroulement de ses activités est efficace.

## Faits saillants de la planification

### Nos audits

**Les audits d'états financiers** — Au cours de l'exercice 2022-2023, nous réaliserons 88 audits d'états financiers et missions de certification connexes. Nous auditerons notamment les états financiers consolidés du gouvernement du Canada et des gouvernements des trois territoires. Nous auditerons aussi les états financiers de sociétés d'État fédérales, de sociétés territoriales et d'autres entités, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

**Les audits de performance** — Notre pratique d'audit de performance continuera à élargir l'étendue des audits des programmes et des dépenses du gouvernement. Au cours de l'exercice 2022-2023, nous prévoyons présenter 25 rapports d'audits de performance, dont ceux que le commissaire à l'environnement et au développement durable remettra au Parlement et ceux qui sont destinés aux assemblées législatives du Nord.

Au cours de l'exercice 2022-2023, nous présenterons des rapports d'audit sur diverses questions sociales et environnementales, notamment l'itinérance, la gestion des déchets nucléaires et la cybersécurité des renseignements personnels dans le nuage. Nous présenterons aussi les rapports

des audits en cours sur des sujets liés à la COVID-19, dont ceux demandés par le Parlement en décembre 2021. Une liste de nos rapports prévus pour 2022-2023 peut être consultée dans le site [Web du BVG](#)<sup>i</sup>. Cette liste pourrait évoluer en fonction de nouveaux événements et des priorités du gouvernement.

**Examens spéciaux** — Aux termes de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les sociétés d'État fédérales doivent se soumettre à un examen spécial. Il s'agit d'une sorte d'audit de performance qui porte sur les moyens et méthodes des sociétés d'État. Ces examens sont réalisés selon un cycle qui garantit que chaque société d'État est examinée au moins une fois tous les dix ans. Au cours de l'exercice 2022-2023, nous prévoyons réaliser quatre examens spéciaux. Une liste des sociétés d'État qui feront l'objet d'un examen spécial en 2022-2023 peut être consultée dans le site [Web du BVG](#)<sup>ii</sup>.

### Notre cadre stratégique

Lorsque nous avons défini notre mission et notre vision en 2020, nous avons établi des objectifs stratégiques qui mettent l'accent sur le bien-être de notre personnel, l'établissement de liens avec nos parties prenantes et la modernisation de nos processus, de nos produits et de notre technologie dans le but de faciliter la réalisation de notre programme d'audit législatif.

**S'épauler** — Dans le cadre de cet objectif, nous nous attachons à cultiver un environnement diversifié et inclusif où la santé et le mieux-être sont primordiaux, où des possibilités intéressantes d'apprentissage et de croissance sont offertes et où notre culture nous aide à attirer et à fidéliser des professionnelles et des professionnels compétents et motivés.

Le Canada est un pays diversifié, et notre travail et notre lieu de travail s'efforcent de tenir compte de cette diversité d'antécédents, d'expériences et de compétences afin de rester pertinents pour la population canadienne. Nous continuerons à adopter des mesures pour concrétiser notre engagement envers la diversité et l'inclusion et pour reconnaître et éliminer les cas de racisme, de préjugés et de discrimination dans le milieu de travail. Nos valeurs renouvelées, ainsi que certains comportements fondamentaux, aident à orienter nos interactions quotidiennes.

Une initiative de modernisation est en cours pour veiller à ce que nos espaces de travail soient des milieux sécuritaires, souples et hybrides dotés des outils nécessaires pour nous permettre d'améliorer la façon dont nous travaillons ensemble.

**Bâtir des liens** — Cultiver des relations ancrées dans la collaboration et le respect et fondées sur la confiance et la responsabilisation est au cœur de cet objectif. Pour bâtir les liens qui aident à positionner le Bureau à titre de partenaire de confiance afin d'impulser des améliorations d'envergure gouvernementale dans l'intérêt supérieur du Canada, nous cherchons à mieux comprendre les besoins des parties prenantes. Cette compréhension accrue nous permettra de



créer et de présenter des produits et des services qui apporteront une valeur ajoutée à nos parties prenantes : le Parlement, la population canadienne et les entités que nous auditons.

Nous explorerons de nouvelles approches pour nouer des relations avec nos parties prenantes au Parlement, au sein du gouvernement et dans l'environnement externe afin de nous aider à mieux comprendre la valeur qu'elles attendent de nos travaux. Notre objectif est de veiller à ce que nos audits restent pertinents et opportuns et que l'information fournie soit utile pour prendre des décisions qui produisent des résultats concrets pour la population canadienne.

**Moderniser** — Moderniser veut dire continuellement développer et améliorer nos approches, outils et produits, et conjuguer l'innovation à l'expertise afin de produire des audits qui demeurent pertinents et porteurs de valeur pour les parlementaires et la population canadienne.

Nous entreprenons une transformation numérique et examinons la façon dont les personnes, les processus et la technologie fonctionnent ensemble en vue d'améliorer et de rationaliser nos façons de faire. Nous continuerons de veiller à notre cybersécurité en réalisant des évaluations de la sécurité et en mettant en œuvre des contrôles de sécurité appropriés. La mise en œuvre en cours d'un nouveau logiciel pour les feuilles de travail d'audit permettra d'accroître l'efficacité administrative, d'améliorer la qualité des audits et de renforcer la surveillance des travaux d'audit. En outre, une approche plus collaborative et intégrée de la planification organisationnelle permettra de définir des priorités, d'établir des plans, d'affecter des ressources et de surveiller nos activités, et de les aligner sur notre mission, notre vision, nos objectifs stratégiques et nos résultats d'entreprise.

### L'analyse comparative entre les sexes plus

Le Bureau prend en compte des notions liées à l'analyse comparative entre les sexes plus dans ses travaux d'audit afin de fournir aux personnes élues ainsi qu'à toute la population canadienne de l'information objective sur l'incidence des dépenses de programmes sur le genre et la diversité. Un résumé des activités prévues pour soutenir l'avancement des engagements du Canada en matière d'ACS Plus se trouve dans un tableau supplémentaire accompagnant ce rapport.

### Objectifs de développement durable dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies

Le Bureau s'est engagé à harmoniser ses travaux d'audit avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et les 17 objectifs de développement durable connexes. Tous les audits du Bureau (audits d'états financiers, audits de performance et examens spéciaux) contribuent à l'atteinte de l'objectif qui porte sur la paix, la justice et des institutions efficaces (objectif 16). De plus, nous tenons maintenant compte des autres objectifs au moment de planifier tous nos travaux d'audit et d'en rendre compte, dans la mesure où cela est approprié.

## Résultats prévus

En réalisant ses audits législatifs, le Bureau a pour objectif global de favoriser un gouvernement bien géré et responsable. Quoique nous reconnaissons que certains des résultats liés à nos audits ne relèvent pas exclusivement de notre volonté, nous cherchons à influencer la performance des organisations que nous auditons par le travail que nous effectuons.

Le Bureau a un cadre des résultats ministériels pour présenter ses résultats conformément à la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor. Il possède aussi un cadre interne de mesure du rendement. Au cours de l'exercice 2022-2023, nous achèverons les travaux entrepris en 2021-2022 visant à mettre à jour et à renouveler notre cadre des résultats ainsi que notre cadre de mesure du rendement. La pièce 1 présente les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2022-2023 ainsi que les résultats réels des 3 derniers exercices pour lesquels des résultats sont disponibles.

### Pièce 1 — Résultats prévus et réels dans le secteur de l'audit législatif

Résultat ministériel	Un gouvernement bien géré et responsable				
Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels en 2018-2019	Résultats réels en 2019-2020	Résultats réels en 2020-2021
Pourcentage des rapports d'audit d'états financiers ne contenant aucune réserve ni « d'autres questions »	100 %	En continu	Cible non atteinte (96 %)	Cible non atteinte (97 %)	Cible non atteinte (96 %)
Pourcentage des rapports d'examen spécial qui ne signalent aucun défaut grave	100 %	En continu	Cible non atteinte (44 %; 4 sur 9) <sup>1</sup>	Cible non atteinte (33 %; 1 sur 3) <sup>2</sup>	Cible non atteinte (50 %; 2 sur 4) <sup>3</sup>
Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les audits d'états financiers, pourcentage de réserves et « d'autres questions » auxquelles on a donné suite d'un rapport d'audit à l'autre	100 %	En continu	Cible non atteinte (20 %; 1 sur 5)	Cible non atteinte (25 %; 1 sur 4)	Cible non atteinte (50 %; 1 sur 2)
Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les audits de performance, pourcentage des recommandations examinées pour lesquelles les progrès constituent « une grande amélioration »	Au moins 75 %	En continu	Aucun suivi réalisé	Aucun suivi réalisé	Sans objet <sup>4</sup>

Résultat ministériel	Un gouvernement bien géré et responsable				
	Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels en 2018-2019	Résultats réels en 2019-2020
Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les examens spéciaux, pourcentage des défauts graves signalés qui sont corrigés d'un examen spécial à l'autre	100 %	En continu	Cible non atteinte (75 %; 3 sur 4)	Sans objet <sup>5</sup>	Sans objet <sup>5</sup>
Pourcentage des audits réalisés dans le respect des échéances fixées par la loi, le cas échéant, ou en fonction des dates prévues des rapports du Bureau :					
<ul style="list-style-type: none"> <li>audits d'états financiers dont l'échéance est fixée par la loi et examens spéciaux</li> </ul>	100 %	En continu	Cible non atteinte (95 %) <sup>6</sup>	Cible non atteinte (97 %) <sup>7</sup>	Cible non atteinte (95 %) <sup>8</sup>
<ul style="list-style-type: none"> <li>audits d'états financiers d'organismes fédéraux sans échéance fixée par la loi, audits d'états financiers d'organismes territoriaux et audits de performance</li> </ul>	Au moins 80 %	En continu	Cible atteinte (94 %)	Cible atteinte (93 %)	Cible non atteinte (72 %)

1 Des défauts graves ont été relevés dans le cadre des examens spéciaux du Musée national des sciences et de la technologie, de Marine Atlantique S.C.C., du Conseil canadien des normes, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Corporation de développement des investissements du Canada.

2 Des défauts graves ont été relevés dans le cadre des examens spéciaux du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée canadien de l'immigration du Quai 21.

3 Des défauts graves ont été relevés dans le cadre des examens spéciaux du Centre national des Arts et de la Commission canadienne du lait.

4 Cet indicateur n'est plus applicable en raison du format actuel des travaux d'audit de suivi. Il est en cours d'examen.

5 Aucun des rapports d'examen spéciaux présentés au conseil d'administration d'une société d'État au cours des exercices 2019-2020 ou 2020-2021 n'a fait état de défauts graves qui avaient été relevés dans les examens spéciaux précédents de ces sociétés.

6 Trois rapports d'audit d'états financiers dont l'échéance était fixée par la loi étaient en retard : la Banque de l'infrastructure du Canada, le Centre national des Arts et le Régime de pension de la Force de réserve de la Défense nationale.

7 Deux rapports d'audit d'états financiers dont l'échéance était fixée par la loi étaient en retard : le Régime de pension de la Force de réserve de la Défense nationale et Ridley Terminals Inc.

8 Trois rapports d'audit d'états financiers dont l'échéance était fixée par la loi étaient en retard : le Régime de pension de la Force de réserve de la Défense nationale, Téléfilm Canada et la Commission de la capitale nationale.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Bureau du vérificateur général du Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>iii</sup>.



## Dépenses et ressources humaines prévues

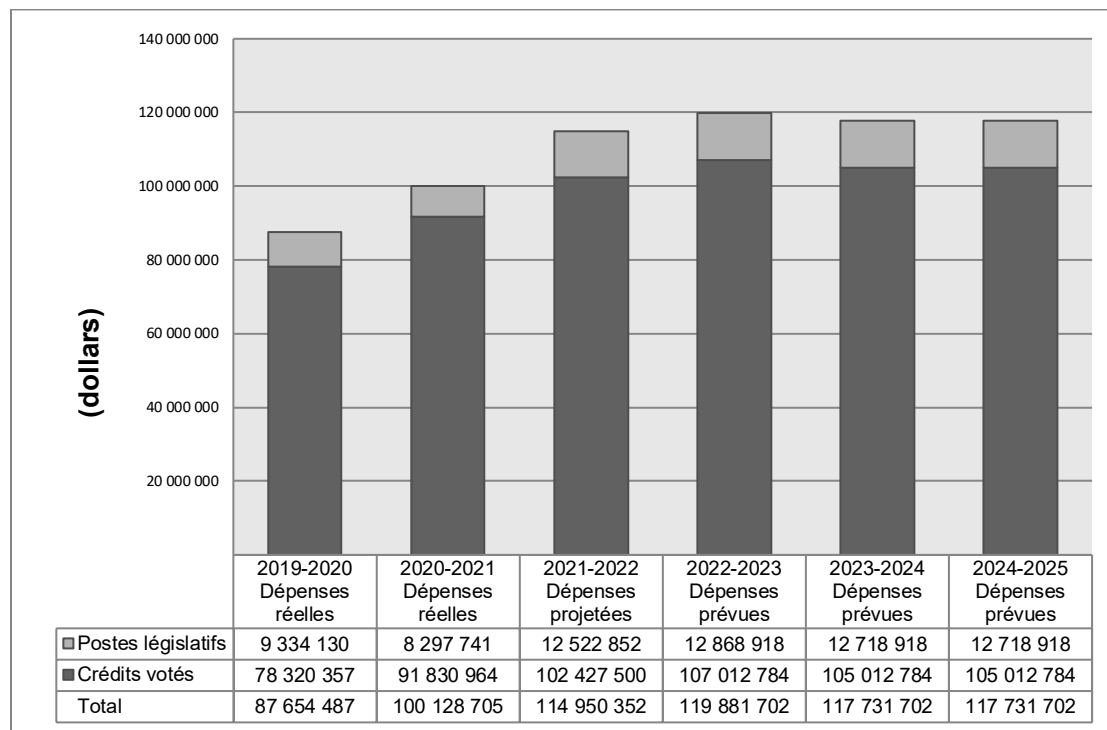
Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines prévues du Bureau du vérificateur général du Canada (le Bureau) pour les 3 prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2022-2023 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

### Dépenses prévues

Les dépenses du BVG de 2019-2020 à 2024-2025

La pièce 2 présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.

#### Pièce 2 — Tendances relatives aux dépenses du Bureau du vérificateur général du Canada (en dollars)



Note : Les dépenses projetées représentent une projection du coût prévu qui sera porté aux autorisations de l'exercice courant. Les dépenses prévues en 2022-2023 représentent les montants demandés dans le Budget principal des dépenses.

## Ressources humaines prévues

La pièce 3 présente des renseignements sur les ressources humaines, en équivalents temps plein, pour la responsabilité essentielle du Bureau pour les exercices 2019-2020 à 2024-2025.

### Pièce 3 — Sommaire de la planification des ressources humaines (équivalents temps plein)

Réels 2019-2020	Réels 2020-2021	Prévisions 2021-2022	Équivalents temps plein prévus		
			2022-2023	2023-2024	2024-2025
567	632	737	747	737	737

## Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits du Bureau sont accessibles dans le [Budget principal des dépenses de 2022-2023](#)<sup>iv</sup>.

## État des résultats condensé prospectif

La pièce 4 présente l'état des résultats condensé prospectif du Bureau. Les prévisions concernant les dépenses et les revenus sont préparées selon la méthode de comptabilité d'exercice afin de renforcer la reddition de comptes et d'améliorer la transparence et la gestion financière. Les montants des dépenses projetées et des dépenses prévues présentés dans d'autres sections du Plan ministériel sont établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses; par conséquent, ils diffèrent des résultats projetés et prévus présentés ci-dessous.

**Pièce 4 — État des résultats prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 (en milliers de dollars)**

Renseignements financiers	Résultats projetés pour 2021–2022	Résultats prévus pour 2022–2023
Audits des états financiers des sociétés d'État, des gouvernements territoriaux et d'autres organisations, et des états financiers sommaires du gouvernement du Canada	66 000	65 400
Audits de performance et études	47 800	54 200
Examens spéciaux de sociétés d'État	5 200	5 500
Activités de surveillance du développement durable et pétitions en matière d'environnement	3 300	3 000
Méthodes professionnelles	7 100	6 500
<b>Coût total de fonctionnement</b>	<b>129 400</b>	<b>134 600</b>
Total des revenus	(850)	(1 100)
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>128 550</b>	<b>133 500</b>

Note à l'état des résultats condensé prospectif – Autorisations parlementaires

Le Bureau est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. L'information financière sur les autorisations consenties au Bureau ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes présentés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées durant l'exercice précédent, l'exercice en cours ou les exercices à venir. Par conséquent, le coût de fonctionnement net du Bureau pour l'exercice diffère selon qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées à la pièce 5.

**Pièce 5 — Rapprochement des coûts de fonctionnement nets aux autorisations prévues (en milliers de dollars)**

	Résultats projetés pour 2021–2022	Résultats prévus pour 2022–2023
<b>Coût de fonctionnement net avant financement gouvernemental et transferts</b>	<b>128 550</b>	<b>133 500</b>
Ajustements relatifs aux éléments comptabilisés dans le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations de l'exercice en cours :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(15 300)	(15 500)
Amortissement des immobilisations corporelles	(700)	(850)
Total des éléments comptabilisés dans le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations de l'exercice en cours	(16 000)	(16 350)
Ajustements relatifs aux éléments qui ne sont pas comptabilisés dans le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations de l'exercice en cours :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	700	2 300
Diminution des passifs non imputés précédemment aux autorisations	1 700	700
Total des éléments qui ne sont pas comptabilisés dans le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations de l'exercice en cours	2 400	3 000
<b>Autorisations supplémentaires de fonctionnement</b>	<b>114 950</b>	<b>120 150</b>
Ajouter : ressources non utilisées (autorisations projetées non utilisées)	7 156	5 364
<b>Autorisations projetées (autorisations projetées à demander)</b>	<b>122 106</b>	<b>125 514</b>
Budget principal des dépenses		
Crédit 1 : dépenses de programme	104 834	107 013
Dépenses législatives : cotisations aux régimes d'avantages sociaux	12 523	12 869
<b>Total du Budget principal des dépenses</b>	<b>117 357</b>	<b>119 882</b>



	Résultats projetés pour 2021–2022	Résultats prévus pour 2022–2023
Autorisations supplémentaires de fonctionnement	1 570	1 400
Autorisations reportées de l'exercice antérieur <sup>1</sup>	3 179	4 232
<b>Autorisations projetées (autorisations projetées à demander)</b>	<b>122 106</b>	<b>125 514</b>
<p><sup>1</sup> Le Bureau du vérificateur général peut, sous réserve de l'autorisation du Parlement, reporter au prochain exercice jusqu'à 5 % de son budget de fonctionnement (fondé sur les dépenses de programme du Budget principal des dépenses). Le montant reporté comprend une combinaison d'autorisations non utilisées et/ou de crédits pour certains montants liés à la paie pour lesquels les autorisations n'ont pas été fournies en ce qui a trait à l'exercice en cours. Le montant qu'il est prévu de reporter de 2021-2022 à 2022-2023 est de 4,2 millions de dollars.</p>		



# Renseignements ministériels

## Profil organisationnel

**Vérificatrice générale du Canada** : Karen Hogan, FCPA, FCA

### Principales autorisations législatives :

*Loi sur le vérificateur général*, L.R.C., 1985, ch. A-17

1985, ch. F-11

**Année de fondation** : 1878

**Ministre** : L'honorable Chrystia Freeland, C.P. députée, ministre des Finances\*

\* Même si la vérificatrice générale jouit de l'indépendance qui se rattache à ses fonctions d'auditrice, elle doit présenter un rapport sur les dépenses de son bureau au Parlement par l'entremise de la ministre des Finances.

## Raison d'être, mandat et rôle : Composition et responsabilités

La section « Raison d'être, mandat et rôle » est accessible sur le site [Web du Bureau<sup>v</sup>](#) du vérificateur général du Canada.

## Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le site [Web du Bureau<sup>vi</sup>](#) du vérificateur général du Canada.

## Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes du Bureau du vérificateur général du Canada pour l'exercice 2022-2023 sont présentés à la pièce 6.

## Pièce 6 — Le cadre ministériel des résultats et répertoire des programmes du Bureau du vérificateur général du Canada

### Responsabilité essentielle : Audit législatif

Description	Résultats et indicateurs
<p>Nos rapports d'audit fournissent de l'information objective et factuelle et des conseils experts sur les programmes et les activités du gouvernement fédéral. Nos audits aident le Parlement dans ses travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement. Nos rapports d'audit sont aussi utilisés par les assemblées législatives des territoires, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit pour les aider à surveiller la gestion des activités du gouvernement et les tenir responsables de la gestion des fonds publics.</p> <p>Les audits d'états financiers visent à vérifier si les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Canada, des sociétés d'État et d'autres entités, conformément aux normes comptables applicables.</p> <p>Les audits de performance visent à vérifier si les organisations gouvernementales gèrent leurs activités dans un souci d'économie, d'efficacité et de protection de l'environnement, et si des mesures sont en place pour évaluer leur efficacité.</p> <p>Les examens spéciaux visent à vérifier si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés, que sa gestion des ressources est économique et efficace, et que le déroulement de ses activités est efficace.</p>	<p>Un gouvernement bien géré et responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage des rapports d'audit d'états financiers ne contenant aucune réserve ni « d'autres questions ».</li> <li>• Pourcentage des rapports d'examen spécial qui ne signalent aucun défaut grave.</li> <li>• Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les audits d'états financiers, pourcentage de réserves et « d'autres questions » auxquelles on a donné suite d'un rapport d'audit à l'autre.</li> <li>• Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les audits de performance, pourcentage des recommandations examinées pour lesquelles les progrès constituent « une grande amélioration ».</li> <li>• Pourcentage des recommandations ou des opinions d'audit auxquelles les entités ont donné suite : pour les examens spéciaux, pourcentage des défauts graves signalés qui sont corrigés d'un examen spécial à l'autre.</li> <li>• Pourcentage des audits réalisés dans le respect des échéances fixées par la loi, le cas échéant, ou en fonction des dates prévues des rapports du Bureau.</li> </ul> <p><b>Répertoire des programmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit législatif</li> </ul>

## Renseignements connexes sur le répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes du Bureau du vérificateur général du Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>vii</sup>.

## Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web du Bureau du vérificateur général du Canada :

- ▶ [Stratégie ministérielle de développement durable](#)<sup>viii</sup>
- ▶ [Analyse comparative entre les sexes plus](#)<sup>ix</sup>.

Des détails sur la mise en œuvre du Programme 2030 des Nations Unies et des objectifs de développement durable se trouvent dans ces documents.

## Dépenses fiscales fédérales

Le Plan ministériel du Bureau ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent de la ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérales dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)<sup>x</sup>. Ce rapport fournit des renseignements détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes de dépenses fédéraux connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et des analyses comparatives entre les sexes plus.

## Rapports prévus pour 2022-2023

Une liste de nos rapports prévus pour 2022-2023 se trouve dans le site [Web du BVG](#)<sup>xi</sup>.

## Coordonnées de l'organisation

### Adresse postale

Bureau du vérificateur général du Canada

240, rue Sparks

Ottawa (Ontario) K1A 0G6

CANADA

**Téléphone** : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953

**Numéro pour les personnes malentendantes (ATS seulement)** : 613-954-8042

**Télécopieur** : 613-957-0474

**Adresse de courriel** : [communications@oag-bvg.gc.ca](mailto:communications@oag-bvg.gc.ca)

**Site Web** : [oag-bvg.gc.ca](http://oag-bvg.gc.ca)

## Annexe : Définitions

### **analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBAPlus])**

Outil analytique qui permet de mettre en place des initiatives adaptées et inclusives et à comprendre comment les facteurs tels que le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socio-économiques, la géographie, la culture et l'invalidité peuvent avoir une incidence sur les expériences, et les résultats ainsi que l'accès aux programmes gouvernementaux et l'expérience de ceux-ci.

### **audit de performance (performance audit)**

Évaluation indépendante, objective et systématique de la façon dont le gouvernement gère ses activités, ses ressources et ses responsabilités.

### **audit d'états financiers (financial audit)**

Audit qui fournit l'assurance que les états financiers présentent une image fidèle conformément au référentiel d'information financière applicable.

### **cadre ministériel des résultats (departmental results framework)**

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

### **cible (target)**

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

### **crédit (appropriation)**

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

### **dépenses budgétaires (budgetary expenditures)**

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

**dépenses législatives (statutory expenditures)**

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

**dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)**

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

**dépenses prévues (planned spending)**

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

**dépenses votées (voted expenditures)**

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein (full time equivalent)**

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

**examen spécial (special examination)**

Sorte d'audit de performance qui porte sur les sociétés d'État. La portée des examens spéciaux vise à déterminer si les moyens et les méthodes de la société d'État lui fournissent l'assurance raisonnable que ses actifs sont protégés et contrôlés, que sa gestion des ressources est économique et efficiente, et que le déroulement de ses activités est efficaces.

**expérimentation (experimentation)**

Conduite d'activités explorant, mettant à l'essai et comparant les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décisions et d'améliorer les résultats pour la population canadienne. L'expérimentation est liée à l'innovation, mais est distincte de celle-ci. L'innovation représente l'essai de quelque chose de nouveau, alors que l'expérimentation suppose une comparaison rigoureuse de résultats. Par exemple, le lancement d'une nouvelle application mobile pour communiquer avec les Canadiennes et les Canadiens peut être une



innovation; mais l'essai systématique de la nouvelle application et la comparaison de celle-ci par rapport à un site Web existant ou à d'autres outils pour voir lequel permet de joindre le plus de personnes est une expérimentation.

**indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)**

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale (horizontal initiative)**

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**plan (plan)**

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**plan ministériel (departmental plan)**

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

**priorités pangouvernementales (government-wide priorities)**

Aux fins du Plan ministériel 2022-2023, les priorités pangouvernementales correspondent aux thèmes de haut niveau qui décrivent le programme du gouvernement énoncé dans le discours du Trône de 2021 : bâtir un présent et un avenir plus sains; faire croître la croissance d'une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires; défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

**programme (program)**

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

**rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)**

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

**rendement (performance)**

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**répertoire des programmes (program inventory)**

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

**responsabilité essentielle (core responsibility)**

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

**résultat (result)**

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat ministériel (departmental result)**

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes.

---

## Notes en fin d'ouvrage

---

- i. Rapports à venir, [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_fs\\_f\\_29401.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_fs_f_29401.html)
- ii. Rapports à venir, [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_fs\\_f\\_29401.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_fs_f_29401.html)
- iii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iv. Budget principal des dépenses 2022-2023, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- v. Raison d'être, mandat et rôle : Composition et responsabilités, [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/acc\\_rpt\\_f\\_44003.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/acc_rpt_f_44003.html)
- vi. Contexte opérationnel, [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/acc\\_rpt\\_f\\_44004.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/acc_rpt_f_44004.html)
- vii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- viii. Stratégie ministérielle de développement durable, [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/acc\\_rpt\\_f\\_44005.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/acc_rpt_f_44005.html)
- ix. Analyse comparative entre les sexes plus, [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/acc\\_rpt\\_f\\_44006.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/acc_rpt_f_44006.html)
- x. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>
- xi. Rapports à venir, [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_fs\\_f\\_29401.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_fs_f_29401.html)